

# Newsletter sur Souveraineté Alimentaire

Fevrier 2009

Chers Lecteurs,

Bienvenue à la première édition du bulletin d'informations sur le programme de souveraineté alimentaire de RELUFA. Depuis 2006, RELUFA a commencé dans l'Extrême-Nord Cameroun, province la plus peuplée et la plus pauvre du pays, un programme de souveraineté alimentaire visant à alléger le phénomène récurrent de la faim dans cette partie du Cameroun, qui connaît une avancée fulgurante du désert.

Le concept de souveraineté alimentaire a été développé et présenté pour la première fois par l'organisation Via Campesina lors du sommet de l'Alimentation de la FAO à Rome en 1996. Ce concept repose sur le principe que les pays doivent d'abord nourrir leurs populations avec les ressources de leur agriculture. Il valorise également l'équité et la justice sociale tout en mettant l'accent sur les dimensions nourricières et environnementales de l'agriculture, et ne réduit pas l'agriculture au seul aspect commercial.



Au plan international, la souveraineté alimentaire est présentée comme un droit international qui laisse la possibilité aux pays ou groupes de mettre en place les politiques les mieux adaptées à leurs populations sans qu'elles puissent avoir un impact négatif sur les populations d'autres pays.

Actuellement, RELUFA encadre 34 communautés dans l'Extrême Nord et les appuie dans leur volonté de combattre le mécanisme de spéculation pratiqué à grande échelle par des riches commerçants. Récemment, les autorités gouvernementales de l'Extrême-Nord ont lancé des cris d'alarme, invitant les commerçants et les communautés locales à limiter les exportations de nourriture vers les pays voisins. La faim pour RELUFA ne se justifie pas dans un pays aussi fertile et diversifié que le Cameroun, et dans un continent aussi riche que l'Afrique.

A travers ce programme, RELUFA encourage les populations affamées de cette partie du pays à être à même de se nourrir convenablement, et de ne vendre leurs récoltes que si elles ont gardé assez pour la « période de soudure ». RELUFA va travailler cette année à accueillir de nouveaux villages intéressés par l'approche de greniers villageois, et va faciliter le regroupement de ces villages en unions, qui établiront des mécanismes pouvant leur permettre localement de maîtriser la filière céréalière.

Pour en savoir plus sur ce programme visiter la page sur notre [site web](#).

Valery Nodem,  
Coordinateur de RELUFA  
[vnodem@relufa.org](mailto:vnodem@relufa.org)

# Le programme de Souveraineté Alimentaire – aider les communautés à surmonter le problème de la faim

par Christiana Oragbade, volontaire, RELUFA



Pour plusieurs communautés à travers le Cameroun, l'accès régulier à la nourriture est hors de portée, ou l'est à des prix très élevés. La vulnérabilité à l'insécurité alimentaire est plus visible dans la partie nord du pays, surtout à cause de la désertification avancée, le désengagement progressif de l'Etat dans le secteur agricole et les forces du marché local. Pour mieux comprendre les causes de l'insécurité alimentaire récurrente et de vulnérabilité dans la province de l'Extrême Nord, RELUFA a entrepris une étude de la situation alimentaire locale en 2005. Dans cette étude, RELUFA a identifié les pratiques spéculatives pratiquées par des hommes d'affaires locaux comme l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire et de vulnérabilité.

Pendant la saison des récoltes, alors que les prix sont au plus bas, les hommes d'affaires exploitent régulièrement le système de marché en achetant d'énormes quantités de céréales. Une partie de leur stock est exportée vers les pays voisins (Tchad, Nigeria), tandis que l'autre partie est stockée dans l'attente de la période de soudure (lorsque les stocks de vivre dans les familles sont au plus bas, et que la faim se fait sentir). Lorsqu'arrive la période de soudure, ils placent leurs stocks sur le marché à des prix fortement élevés, et les producteurs sont forcés de prendre des prêts ou de vendre leurs biens et leur subsistance pour se nourrir eux et leurs familles.

Afin de briser ce cycle d'exploitation, RELUFA a lancé le programme de Souveraineté Alimentaire. Le programme aide les villages à acheter la récolte des paysans et à la conserver dans une banque de céréale ou dans un local offert par les villages, en prévision de la période de soudure. Lorsque les stocks des villageois s'épuisent, le grenier villageois ouvre ses portes.

Ce programme vise à rendre la nourriture disponible dans les villages pendant l'année. Les stocks sont mis à la disposition des familles sous forme de vente ou de crédit nature. Celles qui choisissent la vente payent à peu près le même prix que celui pratiqué lors de la récolte ; celles ne disposant pas de cash peuvent prendre à crédit et rembourser à la prochaine récolte avec un petit intérêt (quelques kilos en plus). Ce type d'opération est différent des programmes d'aide qui ont comme objectif principal les solutions à court terme aux situations d'urgence, mais ne brisent pas le cycle de vulnérabilité et d'exploitation, et ne constituent pas des solutions à long terme à l'insécurité alimentaire. RELUFA par contre veut donner aux communautés les ressources dont elles ont besoin pour surmonter la vulnérabilité alimentaire.

Le programme de souveraineté alimentaire est de ce point de vue un projet majeur dans la réalisation de nos objectifs de lutter contre la pauvreté, l'injustice économique et la faim. Le programme a déjà fait du chemin et vise un changement durable de la situation alimentaire régionale et de la manière par laquelle le Cameroun produit et gère son ravitaillement en nourriture.

# Nouvelles du Programme à l'Extrême-Nord

par Elias Gondji, Coordinateur du Programme de Souveraineté Alimentaire



Le but principal du programme de Souveraineté Alimentaire est de soutenir le déficit alimentaire en période de soudure, avec la dotation de base fournie par RELUFA, d'une quantité moyenne de 6 tonnes par grenier. Le stock est renouvelé chaque année à travers une opération de stockage villageois avec pour principales phases d'activités : stockage et déstockage. L'opération se déroule sur le terrain avec l'encadrement assuré par deux organisations membres de RELUFA. Il s'agit de GIE ADERSA et ADESE. Le suivi quotidien des groupements est assuré jusqu'ici par deux animateurs et un superviseur

du programme. Le coordonateur de RELUFA et la facilitatrice d'accompagnement appuient régulièrement les équipes de suivi sur le terrain.

Le programme a démarré avec 18 groupements localisés pour l'ensemble dans le département du Mayo Tsanaga. A partir de 2008, l'opération s'est étendue à d'autres arrondissements et aux nouveaux groupements. Le nombre des groupements est passé de 18 à 34, soit une augmentation de 16 groupements. La zone d'intervention du projet s'est étendue à l'arrondissement de Meri et le district de Ndoukoula dans le département du Diamaré. Dans l'ensemble, l'opération s'est bien déroulée dans bon nombre de groupements.

## Les réalisations

Le programme a beaucoup évolué pendant les deux années d'opération. Etant donné que nos activités contribuent à former les communautés à gérer elles-mêmes leurs greniers, ce sont les communautés elles-mêmes qui font réussir le programme. Le staff du programme visite régulièrement la région pour parler aux bénéficiaires et avoir leur opinion sur le programme. Lors de notre dernière visite, nous avons fait une évaluation du chemin parcouru par le programme.



Sur la base de ce que les différents groupements rapportent, le programme les a aidé à :

1. Mieux gérer leur stock de nourriture
2. Maîtriser la procédure générale de gestion des greniers, mettre en place et gérer les comités de gestion, et tenir les stocks

3. Etre indépendant dans la procédure de gestion, y compris sur le mode de fonctionnement d'un grenier
4. Intégrer les femmes dans les comités de gestion – chaque comité de gestion comprend au moins deux femmes, et dans les villages Zidim et Douroum, les comités de gestion sont uniquement constitués de femmes
5. Augmenter le stock initial. La plupart des communautés ont une augmentation des sacs par rapport à leur dotation initiale. La moyenne d'augmentation est de 20 sacs.
6. Sensibiliser les autres villages sur l'approche greniers villageois. Ayant vu l'impact positif que le program a eu dans certaines communautés, plusieurs groupements sont intéressés à joindre le programme, et en ont fait la demande.
7. Réduire le besoin chronique de nourriture généralement observé dans les communautés
8. Réduire le besoin de mendier régulièrement la nourriture chez les voisins
9. Réduire le niveau d'endettement, puisque les gens ne doivent plus rembourser les prêts de nourriture avec des intérêts élevés.
10. Réduire le besoin de voyager sur des longues distances pour chercher la nourriture bon marché.
11. Réduire le besoin de vendre des biens et bétail pour payer pour la nourriture, permettant ainsi aux agriculteurs de conserver leur subsistance.

Nous espérons également, au fur et à mesure que le programme s'agrandit, que nous pourrions accueillir plus de villages bénéficiaires et ainsi avoir un impact plus important dans la région. C'est pourquoi il est important de poursuivre ce programme et de l'encadrer autour d'une approche durable pour un meilleur accès à l'alimentation au Cameroun.

#### Difficultés

Par contre, des cas de dysfonctionnement ont été observés dans 5 groupements. La reprise des activités d'encadrement dans la zone où des cas de dysfonctionnement avaient été signalés par un nouvel animateur de fortune a permis de résoudre les problèmes dans deux groupements. Les trois autres groupements connaissent jusqu'à ce jour des cas dysfonctionnement et ce, malgré une mission d'évaluation et de sensibilisation conduite conjointement par le coordonnateur de RELUFA, le responsable de ADESE et le responsable de GIE ADERSA au mois d'août dernier. Les trois groupements concernés sont ceux de Mandaya, de Tchambi et celui de Gueling.

#### Objectifs 2009

En ce concerne la poursuite de l'opération en 2009, nous prévoyons d'amorcer une réflexion avec les groupements sur l'idée de création des organisations faïtières de type union des groupements producteurs et stockeurs des céréales ou une fédération des groupements producteurs et stockeurs des céréales afin de mieux maîtriser la filière céréalière et défendre les intérêts des paysans auprès des autorités administratives et des organismes de développement. En outre il est souhaitable d'étendre cette opération à d'autres communautés.

# Les politiques agricoles du Cameroun : Une nouvelle approche

par Christiana Oragbade, volontaire RELUFA



Le monde se remet toujours de la crise alimentaire mondiale qui a entraîné une augmentation vertigineuse du prix des céréales partout du monde, augmentations des prix telles qu'on n'en avait pas vu depuis les années 70. Les prix des produits de première nécessité tel le riz, le maïs et le blé, est demeuré exorbitant pour beaucoup de communautés pauvres pendant plusieurs mois, poussant les gens soit à réduire leur nombre de repas quotidiens, soit à acheter les produits alimentaires les moins chers.

Plusieurs raisons peuvent expliquer l'augmentation des prix : Le coût élevé du pétrole, qui joue un rôle central dans la production et le transport de la nourriture ; la demande croissante des céréales fourragères pour le bétail (qui connaît également une demande croissante des classes moyennes dans les pays tels que la Chine et l'Inde), et les investissements spéculatifs par les acteurs de la finance mondiale à la recherche de rendements élevés et rapides sur le marché alimentaire. Tous ont contribué à élever le prix des denrées alimentaires.

La mondialisation du système alimentaire et la libéralisation du commerce agricole continuent d'avoir des effets négatifs sur la disponibilité et l'accessibilité de la nourriture pour les communautés pauvres, particulièrement celles des régions rurales. La FAO estime à plus de 960 millions les personnes sous-alimentées, avec 40 millions poussées dans le piège de faim en 2008 uniquement. Ceci signifie que presque 1 milliard de personnes n'ont pas les moyens de se nourrir eux et leurs familles.

La crise alimentaire mondiale n'a pas épargné le Cameroun. Les émeutes de février 2008 étaient causées en partie par l'exaspération des populations face à l'augmentation croissante du coût de la vie, y compris celui du pétrole et des produits de première nécessité. Tout le monde a été affecté par la hausse du prix des denrées alimentaires, mais personne autant que les pauvres ruraux. Avec les fluctuations des prix au niveau mondial, devraient entraîner un changement radical de la politique agricole du Cameroun. Une plus grande attention sur la réduction de l'insécurité alimentaire parmi les pauvres est requise.

En investissant dans de nouvelles technologies, dans l'assistance financière aux agriculteurs, une approche commune régionale et une nouvelle politique d'amélioration de la production locale de nourriture sont quelques mesures requises pour empêcher aux pauvres communautés de tomber dans la pauvreté et la faim. Le gouvernement camerounais ne devrait pas continuer à faire appel et à dépendre de l'aide alimentaire d'urgence ; des actions nationale et régionale sont nécessaires pour assurer la sécurité durable de nourriture à travers le pays.

---

## Vous désirez en savoir plus ?

Si vous avez des questions ou des commentaires sur ce bulletin d'information, prière de les envoyer à l'adresse [relufa\\_cm@yahoo.com](mailto:relufa_cm@yahoo.com).